L'IMPORTANCE DES CONNAISSANCES SUR L'HISTOIRE DANS LES EFFORTS DE RÉCONCILIATION AVEC LES PEUPLES AUTOCHTONES DU CANADA

Jack Jedwab est actuellement président de l'Association d'études canadiennes (AEC) et de l'Institut canadien pour les identités et les migrations (ICIM). Il a dirigé l'ACS depuis 1998. Il a auparavant été directeur général de la section québécoise du Congrès juif canadien (1994-1998). Il est titulaire d'un doctorat en histoire canadienne de l'Université Concordia. Entre 1983 et 2008, il a enseigné à l'Université McGill au département de sociologie, de science politique et à l'Institut d'études canadiennes de McGill. Il a également enseigné au département d'histoire de l'Université du Québec à Montréal. Jack est actuellement le président du Congrès national Metropolis sur l'immigration et l'intégration.

Dans ce texte, l'auteur explore la relation entre la connaissance de l'histoire et les efforts de réconciliation entre les Canadiens autochtones et non autochtones. Il soutient que de telles connaissances amélioreront les efforts de réconciliation. Par conséquent, les planificateurs de programmes d'études et les éducateurs doivent être conscients de l'importance d'inclure divers récits dans l'enseignement de l'histoire à l'appui de cet objectif. À l'aide de données d'enquêtes nationales, l'auteur souligne la grande importance accordée par les Canadiens à l'enseignement de l'histoire autochtone. Sur la base des résultats de l'enquête, il soutient en outre que la connaissance des injustices historiques commises contre les peuples autochtones ne modifie pas de manière significative l'attachement des citoyens au pays. La santé d'une démocratie peut être évaluée par sa capacité à affronter les parties difficiles du passé. Par conséquent, le traitement réservé aux peuples autochtones et aux autres communautés qui ont été victimes d'injustices ne devrait pas être omis dans les cours d'histoire, puisque cela pourrait compromettre l'attachement des Canadiens à leur pays. Le Canada ne peut que bénéficier d'une représentation équitable du passé, ce qui contribuera sûrement à un dialogue constructif pour l'avenir.

INJUSTICES HISTORIQUES CONTRE LES PEUPLES AUTOCHTONES

À l'occasion du 150e anniversaire du Canada, de nombreux Canadiens ont été appelés à réfléchir aux injustices historiques commises contre les peuples autochtones du pays. Bien que bon nombre des célébrations du 150e ont porté sur le thème de la fierté, la réconciliation avec les peuples autochtones fut elle aussi un thème important des commémorations. La plupart des Canadiens se disent fiers de l'histoire du pays, mais beaucoup d'entre eux affirment que les injustices historiques commises contre les peuples autochtones du Canada sont une source de honte. Un sondage réalisé en novembre 2017 par Léger Marketing pour l'Association d'études canadiennes a révélé que parmi les Canadiens qui déclarent ne pas être fiers de l'histoire du Canada, plus d'un sur trois a identifié le traitement des peuples autochtones, les relations avec les Premières nations et les pensionnats indiens comme certaines des raisons pour ce manque de fierté (voir le tableau 1).

TABLEAU 1 : RAISONS POUR LESQUELLES LES CANADIENS NE SONT PAS FIERS DE L'HISTOIRE DU CANADA

	Total	Autochtones/ Premières nations	Francophone	Anglophone	Autre
Traitement des Autochtones / Relations avec les Premières Nations	30 %	44 %	20 %	34 %	42 %
Pensionnats indiens	8 %	16 %	4 %	11 %	2 %
Colonialisme / Histoire de conquête	9 %	6 %	4 %	12 %	8 %
Mensonges sur l'histoire / Histoire biaisée / Déni d'actes commis	9 %	9 %	20 %	4 %	3 %
Relations avec le Québec / les francophones	6 %	4 %	18 %	1 %	0 %
Génocide	6 %	10 %	5 %	8 %	0 %
Racisme / Traitement des non-blancs	8 %	2 %	2 %	10 %	21 %
Assimilation culturelle	3 %	1 %	6 %	2 %	0 %
Traitement des immigrants	3 %	2 %	0 %	2 %	15 %

CONNAISSANCE DE L'HISTOIRE CANADIENNE, DIALOGUE ET RÉCONCILIATION

Les révélations en continu de la Commission Vérité et Réconciliation ont servi de rappel difficile des abus dont de nombreux membres des communautés autochtones ont été victimes. Ces révélations ont attiré l'attention sur des aspects importants de l'histoire du pays que beaucoup de Canadiens ignoraient. Les Canadiens ont tendance à croire qu'ils connaissent bien le passé du pays. Selon le sondage de novembre 2017, plus de huit Canadiens sur dix disent avoir une bonne connaissance de l'histoire du Canada. Comme on le voit ci-dessous (voir le tableau 2), les peuples autochtones du Canada interrogés étaient plus susceptibles d'affirmer avoir une bonne connaissance de l'histoire du pays.

TABLEAU 2 : LES CANADIENS AYANT UNE « BONNE CONNAISSANCE DE L'HISTOIRE DU CANADA »

	Total	Autochtones / Premières Nations	Francophone	Anglophone
En accord (net)	82 %	86 %	76 %	85 %
En désaccord (net)	16 %	11 %	23 %	12 %
Je ne sais pas	2 %	2 %	0 %	3 %
Je préfère ne pas répondre	1 %	1 %	1 %	0 %

Le gouvernement du Canada s'est donné pour objectif d'œuvrer à la réconciliation et renouveler la relation avec les peuples autochtones, en se fondant sur la reconnaissance des droits, le respect, la coopération et le partenariat. La plupart des Autochtones et des non-Autochtones manifestent un vif intérêt pour le dialogue. Selon le sondage de novembre 2017, près de deux Canadiens autochtones sur trois et un Canadien non autochtone sur deux disent être au courant d'une initiative qui favorise le dialogue entre les Canadiens autochtones et non autochtones. Trois Canadiens autochtones sur quatre et

un Canadien non autochtone sur deux se disent également intéressés à participer à un dialogue entre les Canadiens autochtones et non autochtones. Il est important que tout dialogue de ce type s'assure de l'existence d'objectifs et de buts communs.

Dans un rapport publié en 2016 par la CBC intitulé « What Does Reconciliation Mean to You », une personne interrogée craignait que la notion de réconciliation soit trop largement utilisée[1]. Le dialogue est un élément clé de la réconciliation et une telle interaction tirera des avantages considérables si ses participants sont bien informés sur l'histoire du pays et en mesure de déterminer comment les leçons du passé peuvent aider à identifier des solutions aux enjeux contemporains.

IMPORTANCE DE L'HISTOIRE AUTOCHTONE AU CANADA

L'enquête AEC-Léger de novembre 2017 a révélé que 85 % des Canadiens étaient d'avis que « lorsqu'on enseigne l'histoire du Canada, il est très important que nous apprenions l'histoire et la culture des peuples autochtones au Canada. » La présence des peuples autochtones du Canada dans les programmes d'histoire provinciaux est plutôt inégale. Trop souvent, le programme d'histoire fournit des informations et des analyses insuffisantes, ne fait référence qu'à des communautés historiques clés, et tend parfois à proposer certaines généralisations.

Au cours des dernières décennies, les éducateurs en histoire et les décideurs ont longuement débattu de l'orientation et du but ultime de l'enseignement de l'histoire. Les enseignants d'histoire insistent de plus en plus sur la nécessité de développer des capacités de pensée critique, alors que certains gouvernements estiment que le renforcement des identités nationales doit faire partie des objectifs. En réponse à la question « Pourquoi étudier l'histoire ? », l'éminent historien social Peter Stearns soutient que lorsque nous étudions l'histoire avec raison, nous acquérons aussi des habitudes d'esprit utilisables ainsi que quelques données de base sur les forces affectant notre vie. Ce faisant, nous acquérons aussi des compétences pertinentes et une meilleure capacité pour la citoyenneté informée, la pensée critique, et la simple sensibilisation[2].

Un sondage réalisé en janvier 2016 par Léger Marketing pour l'AEC a demandé aux Canadiens de classer par ordre d'importance diverses considérations en lien avec l'apprentissage de l'histoire. Dans l'ensemble, le pourcentage est similaire chez ceux qui privilégient l'apprentissage de l'histoire (valorisation des traditions et de l'identité, rappel des réalisations) et ceux qui optent pour des éléments de pensée critique (utilisation de l'histoire pour comprendre le monde contemporain, distinguer entre le bien et le mal, etc.). Tel qu'on peut l'observer ci-dessous (voir le tableau 3), le sondage AÉC-Léger révèle que les Canadiens de moins de 35 ans sont plus susceptibles de considérer que la pensée critique fait partie prenante de l'apprentissage de l'histoire alors que les cohortes de 55 ans et plus sont plus enclines à penser que les cours d'histoire servent à renforcer leur identité. Bien que les deux objectifs ne soient pas nécessairement en concurrence, les résultats offrent un bon aperçu de la discussion au niveau national.

TABLEAU 3 : EN TERME DE L'APPRENTISSAGE DE NOTRE HISTOIRE, QUE CONSIDÉREZ-VOUS ÊTRE LE PLUS IMPORTANT ?

Classez chacun des éléments suivants du plus important (1) au moins important (6)	Total	18-24	25-34	35-44	45-54	55-64	65+
Pour valoriser les traditions et l'identité de notre nation	33 %	18 %	23 %	30 %	37 %	43 %	39 %
Pour utiliser l'histoire pour comprendre la situation dans le monde aujourd'hui	19 %	25 %	21 %	19 %	17 %	14 %	20 %
Pour éviter les préjugés - étudier l'histoire pour comprendre les autres peuples	17 %	13 %	18 %	21 %	18 %	18 %	15 %
Pour distinguer entre le bien et le mal dans le passé	13 %	16 %	19 %	10 %	11 %	12 %	12 %
Pour encourager la participation civique et la citoyenneté	10 %	16 %	12 %	11 %	9 %	6 %	9 %
Pour s'assurer que les réalisations exceptionnelles ne sont pas oubliées	8 %	13 %	8 %	9 %	8 %	8 %	6 %

1 Voir www.cbc.ca/news/Indigenous/what-does-reconciliation-mean-mb-1.3803617.

2 Voir www.historians.org/teaching-and-learning/why-study-history.

Pour les membres des communautés autochtones, l'enseignement de l'histoire autochtone peut s'avérer essentiel pour transmettre les traditions et l'identité de la communauté aux jeunes afin de les sensibiliser aux éléments clés de leur patrimoine. Les autorités éducatives provinciales cherchent généralement à intégrer des thèmes communs dans le programme d'histoire de l'école afin de s'assurer que tous les enseignants ont un récit commun à partir duquel interpréter le passé. L'interprétation peut être ouverte à l'analyse par les étudiants et les éducateurs jouent certainement un rôle important à cet égard. Cependant, il appartient aux concepteurs de programmes d'études provinciaux de choisir la meilleure façon d'inclure divers récits dans le programme. Les choix dépendent souvent du contexte social et culturel dominant d'une province et parfois de considérations politiques spécifiques à l'époque. Dans l'ensemble du Canada, force est de constater que l'inclusion de la diversité dans les programmes d'histoire provinciaux est plutôt inégale. Pour les membres de certaines communautés minoritaires, il pourrait être difficile de s'identifier au programme d'histoire s'ils ne se sentent pas inclus dans le récit. Ainsi, les Franco-Ontariens et les anglophones du Québec ont constaté que le programme d'histoire de leur province respective n'accordait que peu d'attention à leur présence historique.

La question de l'intégration des histoires et des récits autochtones dans les programmes d'histoire provinciaux a été l'objet de beaucoup de discussions au cours des deux dernières décennies et plusieurs concepteurs de programmes d'études ont réagi en apportant des changements afin que les contributions des peuples autochtones et les enjeux difficiles auxquels ils ont fait face au fil du temps fassent partie intégrante des leçons d'histoire des élèves.

Est-ce que le fait d'inclure dans le programme d'histoire des moments qui sont source de honte plutôt que de fierté risquerait de nuire à l'attachement au pays ou à la province ? Dans une démocratie comme la nôtre, éviter d'inclure des questions historiques difficiles dans le programme d'histoire pour une telle raison serait intenable. Cela nuirait également aux efforts de réconciliation, qui exigent une juste représentation du passé. Ceci dit, les résultats de l'enquête AEC-Léger de novembre 2017 révèlent que la connaissance des parties problématiques du passé ne semble pas affecter les sentiments d'attachement au Canada et de fierté pour son histoire. Le sondage révèle que les trois quarts des Autochtones et des Canadiens anglais interrogés se disent très attachés au Canada, et 38 % et 41 % des Canadiens francophones se disent très attachés et plutôt attachés au Canada, respectivement. En ce qui a trait au sentiment de fierté pour l'histoire du Canada, environ deux Canadiens autochtones sur trois se disent très ou plutôt fiers de l'histoire du pays comparativement à 70 % des Canadiens francophones et à 83 % des Canadiens anglais. Comme le montre le tableau 4 ci-dessous, il est vrai que les personnes les moins fières de l'histoire du pays expriment le moins d'attachement au pays. Néanmoins, près des deux tiers de ce groupe se disent très attaché ou plutôt attaché au Canada.

TABLEAU 4 : ATTACHEMENT AU CANADA ET FIERTÉ DE L'HISTOIRE CANADIENNE

	« Je suis fier de l'histoire canadienne »			
Attachement à mon pays -Canada	Fortement en accord	Plutôt en accord	Plutôt en désaccord	Fortement en désaccord
Très attaché	88.6 %	63.9 %	46.5 %	39.4 %
Plutôt attaché	10.2 %	31.0 %	32.4 %	25.7 %
Peu attaché	0.7 %	4.3 %	16.1 %	14.7 %
Pas attaché	0.4 %	0.5 %	4.3 %	19.3 %
Je préfère ne pas répondre	0.1 %	0.3 %	0.7 %	0.9 %

CONCLUSION

Une réconciliation réussie avec les communautés autochtones ne peut que bénéficier de la connaissance du passé et il est important de s'assurer que l'enseignement de l'histoire inclut divers récits à l'appui de cet objectif. Dans les démocraties, aucun récit ne devrait être omis de peur qu'il puisse nuire à l'attachement au pays. Au contraire et à long terme, ce sont tous les citoyens qui bénéficient d'une juste représentation du passé, ce qui peut ainsi contribuer à un dialogue constructif pour l'avenir.